

Glossaire

3x5

Initiative de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) visant à offrir un traitement antirétroviral à 3 millions de personnes d'ici à la fin de l'année 2005.

0,7 %

Niveau du revenu national brut (RNI) que les pays riches devraient mettre à disposition pour l'aide officielle au développement (AOD) en faveur des pays en développement, comme recommandé par la commission Pearson en 1970. En 2003, cinq donateurs seulement avaient atteint cet objectif : le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède, la Finlande, l'Espagne, le Royaume-Uni, la France et la Belgique ont récemment annoncé un calendrier pour l'atteindre.

Accord de Cotonou

Accord de partenariat entre l'Union européenne et les pays ACP signé en juin 2000 à Cotonou, au Bénin. Il remplace la convention de Lomé. Son objectif principal est la lutte contre la pauvreté « par le dialogue politique, l'aide au développement et une coopération économique et commerciale plus étroite ».

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)

Fondement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le GATT couvre la réglementation relative au commerce des marchandises. Le GATT est le cadre principal dans lequel les autres accords (agriculture, normes sanitaires et phytosanitaires, etc.) sont adoptés. Le GATT a été créé en 1947.

Accord sur le commerce des droits de propriété intellectuelle (ADPIC)

L'ADPIC établit un cadre obligeant tous les états membres de l'OMC à avoir une législation minimum pour protéger les principales catégories de propriété intellectuelle.

Agence de garantie des investissements multilatéraux (AGIM)

La AGIM, qui appartient au groupe Banque mondiale, est une compagnie d'assurance mondiale pour investisseurs privés, qui offre également des conseils aux pays sur les investissements à l'étranger. Son objectif est de promouvoir les investissements directs à l'étranger dans les pays en développement afin de soutenir la croissance et la lutte contre la pauvreté.

Aide humanitaire

Aide temporaire visant à réduire rapidement la souffrance humaine, y compris « les objets indispensables à la survie de la population civile (denrées alimentaires, cultures, bétail, eau, installations hydrauliques et travaux d'irrigation, médicaments, objets nécessaires pour le culte religieux, vêtements, literie et abri) »¹.

Aide multilatérale

Aide canalisée par le biais d'organismes internationaux tels que les agences de l'ONU ou la Banque mondiale.

Aide officielle au développement (AOD)

Décaissements de prêts accordés à des conditions de faveur (par exemple, les intérêts dus sont inférieurs au taux d'intérêt qui serait appliqué par les marchés financiers) et de subventions par les agences officielles des membres du Comité d'assistance au développement (CAD), par les institutions multilatérales et par les pays n'appartenant pas au CAD en vue de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays et territoires des pays en développement (selon la définition donnée à la partie I de la liste des bénéficiaires du CAD). Les subventions représentent au moins 25 % des prêts accordés (calculés au taux d'escompte de 10 %).

ADI 14

La plus grande source de ressources pour l'ADI se compose des nouvelles contributions des pays donateurs, après les ressources internes. Les donateurs indiquent la somme qu'ils s'engagent à verser à l'ADI pour une période de trois ans. Le dernier réapprovisionnement (pour la période de trois ans commençant en juillet 2005 et se terminant en juin 2008), ADI 14, s'est terminé en février 2005 et a vu la plus grande augmentation des ressources de l'ADI en 20 ans.

Analyse d'impact social et d'impact sur la pauvreté

Une analyse d'impact social et d'impact sur la pauvreté suppose une analyse de l'impact des réformes politiques sur le bien-être de différents groupes de parties prenantes, en accordant une attention particulière aux pauvres et aux vulnérables. Cette analyse joue un rôle important dans

Banque européenne d'investissement (BEI)

La BEI, institution de financement de l'Union européenne, contribue à l'intégration, au développement équilibré et à la cohésion économique et sociale des États membres. À l'extérieur de l'Union européenne, la BEI met en œuvre les volets financiers des accords conclus au titre des politiques européennes de coopération et d'aide au développement.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Cf. « Banque mondiale (Groupe) ».

Banque mondiale (Groupe)

Nom abrégé et couramment employé pour désigner la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), une des institutions de Bretton Woods. Le groupe Banque mondiale se compose de la BIRD, ainsi que de l'Association pour le développement international (ADI), de la Société financière internationale (SFI), de l'Agence de garantie des investissements multilatéraux (AGIM) et du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.

Capacité

Aptitude des personnes physiques, des personnes morales et des sociétés à s'acquitter de leurs fonctions, résoudre les problèmes et définir et atteindre leurs propres objectifs. Dans le cadre du développement, le « développement des capacités » fait référence à l'investissement dans les ressources humaines, les institutions et les pratiques qui, ensemble, permettent à un pays d'atteindre ses objectifs de développement (Banque mondiale, 1997).

Climat des investissements

Le climat des investissements se compose des facteurs locaux qui façonnent les possibilités et les incitations pour les entreprises d'investir de manière productive, de créer des emplois et de se développer. Les politiques et les comportements du gouvernement jouent un rôle majeur à cet égard en ce qu'ils affectent le coût, le risque et les obstacles à la concurrence auxquels les entreprises se trouvent confrontées. Parmi les questions importantes identifiées dans les études et les enquêtes sur le monde des affaires, citons : la prévisibilité des politiques, la stabilité macro-économique, la prestation correcte des services de santé, d'éducation et d'infrastructure, la qualité et la responsabilité des systèmes de gestion des finances publiques, la prévisibilité et la transparence des systèmes fiscaux, la nature de la réglementation des affaires, le niveau de corruption, un système judiciaire équitable et efficace, un droit de la concurrence bien respecté, l'efficacité des marchés financiers, l'instabilité politique, les conflits et la criminalité.²

Club de Paris

Groupe informel de créanciers bilatéraux officiels dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées et soutenables aux difficultés de paiement des pays débiteurs. Les créanciers du club de Paris peuvent accepter un rééchelonnement de la dette qui leur est due. Le rééchelonnement permet d'accorder à un pays un allègement de sa dette par le report et/ou la réduction du service de la dette.

Coltan

Le coltan (version abrégée de « Colombite-Tantalite ») est un minerai métallique, que l'on trouve principalement dans l'est de la République démocratique du Congo. Une fois raffiné, le coltan produit du tantale métallique, qui peut stocker des charges électriques élevées et est par conséquent employé dans les condensateurs qui entrent généralement dans la composition des téléphones mobiles.

Comité d'aide au développement (CAD)

Comité de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) chargé des questions de coopération au développement.

Comité des sages

Comité indépendant de personnalités éminentes dont la création est proposée au sein de l'Union africaine en vue de soutenir les efforts du Conseil de la paix et de la sécurité, notamment dans les domaines de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix.

Commission Brandt

Commission indépendante consacrée au développement international créée en 1977 par le président de la Banque mondiale, Robert McNamara. Présidée par l'ancien chancelier allemand Willy Brandt, la Commission avait pour mission d'influencer l'opinion publique afin d'amener les gouvernements à changer d'attitude et de faire des propositions dans le but de relancer les négociations entre les pays du Nord (pays riches) et ceux du Sud autour du développement mondial. Elle est à l'origine de deux rapports influents : *Nord-Sud* (1980) et *Crise commune* (1983).

Commission économique pour l'Afrique (CEA)

Créée en 1958, la CEA est une des cinq commissions régionales placées sous la direction administrative du siège de l'ONU. Elle a pour mission de soutenir le développement économique et social de ses 53 États membres, de favoriser l'intégration régionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique.

Communautés économiques régionales (CER)

Organisations africaines multilatérales desservant chacune une ou plusieurs régions d'Afrique : l'Afrique du Nord, l'Afrique orientale, l'Afrique occidentale, le centre de l'Afrique et l'Afrique australe.

Consolidation de la paix

« Activités axées sur la création et le soutien durable en faveur d'institutions politiques, socio-économiques et culturelles viables, capables de s'attaquer aux causes réelles des conflits et d'assurer la médiation en cas de conflit social, et autres initiatives visant à créer les conditions nécessaires pour une paix durable et la stabilité. Ces activités cherchent également à promouvoir l'intégration de groupes marginalisés ou concurrents dans le reste de la société, par l'accès équitable aux processus de décision, aux réseaux sociaux, aux ressources économiques et aux informations et peuvent être mises en œuvre à toutes les étapes d'un conflit. »³

Contrats à terme sur les butins

Droits octroyés par avance d'extraire des ressources dans des zones que les rebelles espèrent capturer pendant la guerre. Les rebelles vendent ces droits pour financer leurs attaques. Uniques à l'Afrique, les contrats à terme sur les butins ont été utilisés pour déclencher au moins un conflit armé et pour en prolonger au moins trois.⁴

Contribution fixée

Contribution financière non volontaire au budget des services administratifs de l'ONU (ou de toute autre organisation internationale) qu'il est demandé à chaque État membre de verser. Elle est calculée en fonction du PNB. Elle est à distinguer des contributions volontaires au financement d'activités autres que les services administratifs que les États membres peuvent choisir de verser à des agences ou activités particulières.

Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales

Généralement appelé convention de l'OCDE contre la corruption, ce traité international signé en 1997 et entré en vigueur en 1999 oblige les pays développés à criminaliser la corruption pratiquée par leurs entreprises exerçant des activités à l'étranger. Tous les pays de l'OCDE ont ratifié la convention, ainsi que cinq autres (l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, le Chili et la Slovaquie). Un système

Convention des Nations unies contre la corruption (UNCAC)

Traité international négocié entre 2001 et 2003, et ouvert à la signature en décembre 2003, sous les auspices du Bureau des Nations unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, définissant des normes mondiales de lutte contre la corruption à l'intention des gouvernements. Les principales sections couvrent les mesures de prévention, les délits qui devraient être criminalisés, la coopération internationale, y compris en ce qui concerne le rapatriement des actifs volés, l'assistance technique et le suivi.

Courtage des armes

L'organisation et la facilitation du transfert d'armes entre des fournisseurs et des acheteurs qui peuvent se trouver, sans que cela soit nécessairement le cas, à l'extérieur du pays. Le courtage des armes peut couvrir une multitude d'activités différentes, allant de la passation d'accords à l'organisation des modalités de transport et de dédouanement. Les courtiers en armes tirent généralement un grand bénéfice sans nécessairement prendre possession ou être propriétaires des marchandises dont ils organisent le transfert.⁵

Croissance économique

Augmentation annuelle de la production totale de biens et services d'un pays ou augmentation annuelle du revenu total d'un pays.

Double criminalité

Principe selon lequel un crime particulier est reconnu dans le système juridique de deux pays distincts. Par exemple, un pays reconnaîtra « l'abus de privilège » comme un délit à part entière, alors qu'un autre y verra une faute disciplinaire, mais pas un délit.

Droit de douane

Taxe imposée sur les importations par un gouvernement. Il peut s'agir d'un prix fixe par unité de produits importés (droit spécifique) ou d'un pourcentage fixe de la valeur (droit ad valorem).

Droits de tirage spéciaux (DTS)

Un droit de tirage spécial est un actif de réserve internationale créé par le FMI en 1969, afin de compléter les réserves officielles des pays membres. Les droits de tirage spéciaux sont alloués aux États membres en proportion de leurs quotas au FMI. Ils servent également d'unité de compte au FMI et à d'autres organisations internationales. Leur valeur est déterminée par un panier composé des principales devises internationales.

Économie informelle

Le concept d'économie informelle s'oppose à celui d'économie « formelle », partie de l'économie dont les activités sont enregistrées dans les comptes nationaux et qui sont soumises aux règles et réglementations imposées par le gouvernement. Par opposition, les activités économiques du secteur informel ne sont pas comptabilisées dans les comptes nationaux (c'est pour cette raison qu'elles sont souvent dites « invisibles ») et ne sont pas soumises aux règles formelles qui régissent les contrats, l'octroi de licences, le droit du travail, la communication d'informations et la fiscalité (BIT, 1984). La qualité des informations relatives à la taille, l'ampleur et la composition de l'économie informelle en Afrique est généralement très médiocre.

Éducation de base

L'UNESCO (2004) définit l'éducation de base comme « l'éventail complet d'activités éducatives, se déroulant dans des cadres différents, en vue de répondre aux besoins d'apprentissage de base définis dans la déclaration mondiale de l'Éducation pour tous [Jomtien, Thaïlande, 1990]. D'après la classification standard internationale de l'éducation, l'éducation de base se compose de l'enseignement primaire [première étape de l'éducation de base] et du premier cycle d'enseignement secondaire [deuxième étape]. Elle couvre également un large éventail d'activités publiques et privées non formelles et informelles visant à répondre aux besoins d'apprentissage de base des personnes de tous âges. Le NEPAD/UA définit l'éducation de base comme un cycle de neuf ans. »

Éducation pour tous

Le programme Éducation pour tous remonte à la conférence de Jomtien de 1990. En 2000, les pays ont renouvelé leur engagement et défini six objectifs dans le cadre d'action de Dakar (2000) : la protection et l'éducation de la petite enfance, la formation des jeunes et des adultes, l'égalité des sexes, l'éducation primaire universelle, l'alphabétisation et la qualité.

Égalité des sexes

Égalité de l'accès pour les deux sexes. Un exemple classique est la scolarisation, le taux de scolarisation des filles étant généralement inférieur à celui des garçons.

Envois de fonds

Transferts de fonds effectués par des immigrants employés ou ayant l'intention de rester employés dans un autre pays où ils se considèrent résidents.

Évaluation politique et institutionnelle des pays (EPIP)

L'évaluation politique et institutionnelle des pays (EPIP) évalue chaque année la qualité des performances politiques et institutionnelles des emprunteurs de la Banque mondiale dans des domaines en rapport avec la croissance économique et la lutte contre la pauvreté. Ces évaluations ont commencé à la Banque mondiale à la fin des années 1970 dans le but de faciliter l'allocation des ressources de prêt.

Évaluation et plan d'action pour les pays pauvres très endettés (EPA PPTE)

L'évaluation et le plan d'action PPTE évaluent la qualité et la capacité des systèmes de dépenses publiques des PPTE et formulent des plans d'action en vue de les renforcer.

Exclusion

Refus des droits ou de l'accès aux processus de décision et aux services, y compris au système de la justice, à certains groupes. L'exclusion repose souvent sur l'identité : le sexe ou l'origine ethnique, par exemple.

Facilité de financement internationale (FFI)

Lancée en janvier 2003 par les ministères britanniques des Finances et du Développement international, la FFI est un mécanisme de financement conçu pour augmenter considérablement le financement du développement à court terme. Elle permettrait d'obtenir des fonds supplémentaires sur les marchés des capitaux internationaux par l'émission d'obligations, en fonction des engagements à long terme et exécutoires des donateurs. Les pays donateurs participants seraient tenus de rembourser les porteurs d'obligations par les versements d'aide futurs.

Facilité de croissance et de lutte contre la pauvreté (FCLP)

La facilité de croissance et de lutte contre la pauvreté est une facilité de prêts à taux d'intérêt réduits du FMI destinée aux pays à bas revenus. Les programmes pris en charge par cette facilité sont sous-tendus par des stratégies de lutte contre la pauvreté nationales complètes.

Fonds africain de développement (FAD)

Le Fonds africain de développement octroie un financement de développement à des conditions de faveur aux pays membres régionaux à bas revenus de la Banque africaine de développement. Ses fonds proviennent principalement des contributions et des réapprovisionnements périodiques des États participants. Le Fonds finance des projets, l'assistance technique et des études ayant pour but de promouvoir la lutte contre la pauvreté.

Fonds monétaire international

Le FMI se compose de 184 membres et a pour mission d'encourager la coopération monétaire mondiale, d'œuvrer à la stabilité financière, de faciliter le commerce international, de promouvoir un niveau d'emploi élevé et une croissance économique soutenable et de réduire la pauvreté.

Fonds de développement

Mécanisme de financement public qui octroie des subventions dans le cadre d'un processus compétitif. Les fonds sont établis pour répondre à des objectifs spécifiques, tels que l'offre de services financiers aux pauvres. Il incombe aux candidats de proposer des manières innovantes d'atteindre les objectifs du fonds. Les offres sont évaluées par rapport à des critères transparents et les candidats retenus doivent effectuer un apport de fonds égal (ou supérieur) au montant de la subvention. Ainsi, le secteur public partage une partie des risques initiaux associés aux investissements.

Formation professionnelle

Programmes ayant pour fonction principale de préparer les étudiants à l'entrée directe dans une profession ou un métier (UNESCO, 2004).

G7

Groupe de sept grands pays industrialisés : le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis.

G8

G7 plus la Fédération de Russie.

Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI)

Le groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) est un organisme intergouvernemental établi en 1999, sous les auspices du G7. Affilié à l'OCDE, son objectif est de développer et de promouvoir des politiques nationales et internationales visant à lutter contre le blanchiment de fonds et le financement du terrorisme. Plusieurs organismes régionaux ont été créés sur le modèle du GAFI, y compris en Afrique.

Groupe de contact des entreprises

Groupe d'investisseurs de premier plan en Afrique, créé à la suite d'une réunion d'affaires présidée par le ministre britannique des Finances Gordon Brown à Londres, le 20 juillet 2004, afin de contribuer au travail de la Commission pour l'Afrique. Le groupe a réalisé des analyses dans plusieurs domaines : la gouvernance et la transparence, les infrastructures, le climat des investissements, les petites entreprises, le leadership et le développement des capacités, la réforme douanière, le commerce et le VIH/SIDA. Des débats sur ces thèmes ont été organisés dans toute l'Afrique et aux États-Unis. Les articles ont été soumis à la Commission en décembre 2004 et publiés sur le site Web de la Commission pour l'Afrique.

Infrastructures

Infrastructures économiques, y compris dans les domaines de l'énergie, du transport, des technologies de l'information et de la communication, de l'alimentation en eau et de l'assainissement et des autres ressources hydrauliques, et infrastructures sociales telles que les écoles et les centres médicaux.

Infrastructures post-récolte

Infrastructures de stockage, de transformation et de distribution des produits agricoles, entre la production et la consommation finale.

Initiative Fast-track (IFT)

Lancée en juin 2002 en tant que réponse pratique à l'engagement Éducation pour tous, cette initiative vise à mobiliser des ressources plus importantes et mieux coordonnées pour les pays à bas revenus qui font de réels efforts pour améliorer le système d'enseignement primaire. Reposant sur les principes du consensus de Monterrey, l'IFT est basée sur la responsabilité mutuelle : l'augmentation du soutien des donateurs en faveur de l'enseignement primaire dépend de la performance des politiques d'un pays et de son comportement responsable vis-à-vis des résultats.

Institutions de Bretton Woods

Les institutions de Bretton Woods sont la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (connue sous le nom de « Banque mondiale ») et le Fonds monétaire international (FMI), qui ont été créés au cours d'une réunion de 43 pays à Bretton Woods, dans le New Hampshire, aux États-Unis, en juillet 1944.

Interhamwe

Milice Hutu qui a abouti au génocide de 1994 au Rwanda et dont des membres se sont enfuis en RDC après le génocide.

Investissements directs étrangers (IDE)

Acquisitions à l'étranger par une entreprise d'actifs physiques, tels que des unités de production et de l'équipement, dont l'exploitation est gérée à partir de la société mère en dehors du pays où l'acquisition a lieu. Relèvent également de cette catégorie les fusions/acquisitions d'entreprises dans un pays avec/par des entreprises situées dans un autre pays.

Liens aux marchés

Facteurs qui permettent d'accéder aux possibilités commerciales : le financement, le savoir-faire commercial et les informations, les infrastructures et la technologie. Par exemple, les agriculteurs ont besoin de routes pour amener leurs produits sur les marchés. Les entrepreneurs ont besoin de financement pour monter leur entreprise et se lancer dans de nouvelles activités. Par les relations qu'elles entretiennent avec les petites entreprises, les grandes entreprises nationales et étrangères peuvent jouer un rôle important en les aidant à remédier à l'insuffisance des liens aux marchés. Elles leur ouvrent de nouvelles possibilités en leur confiant la vente ou la distribution de leurs produits, et peuvent également leur offrir une assistance technique financière et technologique et les aider à développer leurs compétences commerciales.

Libéralisation des échanges

Réduction des droits de douane et suppression ou assouplissement des obstacles non tarifaires.

Licences obligatoires

Autorisation accordée par un gouvernement à un autre gouvernement ou à une société de fabriquer et de vendre un produit (un médicament par exemple) sans l'accord du détenteur du brevet. Les licences obligatoires sont généralement délivrées lorsque cela est dans l'intérêt public, pour des raisons de défense ou de santé publique par exemple.

Maintien de la paix (opérations de soutien de la paix)

Le « programme pour la paix » de l'ONU définit le maintien de la paix comme le déploiement d'une présence de l'ONU sur le terrain, c'est-à-dire avec le consentement de toutes les parties concernées, ce qui suppose normalement la présence de personnel militaire et/ou policier de l'ONU ainsi que, bien souvent, des civils. Le maintien de la paix est une technique qui élargit les possibilités de prévention de conflit et de pacification⁶. Dans le présent rapport, nous employons l'expression « maintien de la paix » en tant qu'expression générique recouvrant toutes les activités de déploiement militaire et civil dans une zone de conflit, avec ou sans le consentement de toutes les parties concernées, y compris le maintien de la paix, le respect de la paix, la consolidation de la paix/la pacification et la diplomatie préventive. Certains pays et certaines organisations emploient également l'expression « opérations de soutien de la paix ».

Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP)

Système volontaire lancé en 2002 et ouvert à tous les membres de l'Union africaine (voir plus loin), dont le but est de promouvoir l'adoption de normes de gouvernance définies d'un commun accord. Pour accéder au MAEP, un État doit signer la déclaration 2002 sur la démocratie, la gouvernance politique, économique et d'entreprise du NEPAD et s'engager à se soumettre à des évaluations régulières réalisées par ses pairs. Les quatre premières évaluations sont en cours de réalisation.

Micro-finance

Offre de services financiers aux pauvres, y compris : crédits à petite échelle, comptes d'épargne, comptes de dépôt, services d'assurance, prêts hypothécaires favorables aux pauvres, etc.

Négoce des armes extraterritorial

Négociants d'armes agissant d'un pays autre que leur pays de résidence ou dont ils sont ressortissants.

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

Le NEPAD est un programme de l'UA qui a été adopté à la 37^e session de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement en juillet 2001. Sa mission est de renforcer la paix, la sécurité, la gouvernance politique et économique et l'intégration régionale.

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

À l'assemblée générale de l'ONU en 2000, les gouvernements se sont engagés à atteindre les objectifs suivants d'ici à 2015 : l'éradication de la pauvreté extrême et de la faim, l'éducation primaire pour tous, la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle, la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies, la soutenabilité environnementale et le développement d'un partenariat mondial pour le développement.

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Créée le 1^{er} janvier 1995, suite au cycle de l'Uruguay, l'OMC a remplacé le GATT en tant que fondement juridique et institutionnel du système d'échange multilatéral des pays membres. Elle pose les principales obligations contractuelles déterminant la manière dont les gouvernements élaborent et mettent en œuvre la législation et la réglementation relative au commerce intérieur. Il s'agit également de la tribune au sein de laquelle les relations commerciales entre les pays évoluent par le débat collectif et la négociation.

Organisation non gouvernementale (ONG)

Organisation n'appartenant pas à un gouvernement. Les ONG sont généralement des organisations sans but lucratif. Voir également « société civile ».

Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE)

Groupe de grands pays industriels promouvant la croissance et un niveau d'emploi élevé parmi ses membres, encourageant le commerce international et contribuant au développement économique mondial.

Organisation pour l'unité africaine (OAU)

L'Organisation pour l'unité africaine a été créée en mai 1963. Son objectif était de promouvoir l'unité et la solidarité des États africains et de parler pour l'ensemble du continent. Elle a été remplacée par l'Union africaine en juillet 2002.

Orphelins de l'aide

Pays qui reçoivent un soutien des donateurs d'une petitesse disproportionnée.

PARIS 21

Réseau international de statisticiens, de décideurs politiques et d'agences de développement créé en novembre 1999 dans le but d'améliorer l'élaboration de politiques reposant sur la connaissance des faits. Ses activités tournent autour de l'amélioration de l'image des statistiques, de la promotion de l'apprentissage par l'expérience entre les pays et du développement et de la mise en œuvre des meilleures pratiques.

Parité du pouvoir d'achat (PPA)

Taux de change qui explique les différences de prix entre les pays et qui permet les comparaisons internationales de la production réelle et des revenus réels. Par exemple, 1 USD PPA offre le même pouvoir d'achat dans l'économie intérieure qu'aux États-Unis.

Partenariats médicaux mondiaux

Coalitions internationales visant à s'attaquer à une maladie ou à un groupe de maladies.

Pays ACP

Groupe de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dont le partenariat avec l'Union européenne a été défini dans une série d'accords, de la convention de Lomé (1975) à l'accord de Cotonou (2000).

Pays les moins avancés (PMA)

Pays ainsi désignés par les Nations unies en fonction de trois critères : les bas revenus, la vulnérabilité économique et la faiblesse des ressources humaines (critères établis en fonction d'indicateurs de la nutrition, de l'éducation et de l'alphabétisation des adultes). Au 31 mars 2004, le nombre total de PMA était de 50 (dont 33 en Afrique subsaharienne).

Pays pauvres très endettés (PPTE)

L'initiative PPTE a été lancée en 1996 par le FMI et la Banque mondiale. Son but est de réduire la dette excessive qui pèse sur les pays les plus pauvres du monde. L'initiative suppose l'adoption de mesures coordonnées par la communauté financière internationale, y compris les organisations multilatérales et les gouvernements, en vue d'amener à des niveaux soutenables la dette externe des pays pauvres les plus très endettés. L'initiative identifie actuellement 38 pays, dont 32 en Afrique subsaharienne, comme candidats potentiels à un allègement de la dette.

Petites armes et armes légères (PAAL)

Les petites armes « sont des armes destinées à un usage personnel et des armes légères destinées à être utilisées par plusieurs personnes membres d'une équipe. Entrent dans la catégorie des petites armes : les revolvers et les pistolets semi-automatiques, les fusils et les carabines, les fusils d'assaut, les mitraillettes et les mitraillettes légères. Sont considérées comme des armes légères : les mitraillettes lourdes, les lance-grenades montés et à monture sous-canon portatifs, les fusils portables anti-tank et antiaériens, les fusils sans récupérateur, les lanceurs portables de missiles antichar et antiaériens et les mortiers de moins de 100 mm de calibre. Les munitions et les explosifs sont considérés comme des petites armes et des armes légères... »⁷.

Produit intérieur brut (PIB)

Valeur totale des nouveaux biens et services produits une année donnée à l'intérieur des frontières d'un pays, quelle que soit la personne les ayant produits.

Processus Kimberley

Initiative regroupant des gouvernements, des industries et des ONG en vue de freiner le mouvement des « diamants sources de conflit » (diamants bruts utilisés pour financer des guerres et obtenus illégalement pour la plupart). Le programme de certification du processus Kimberley est un système volontaire qui impose des contraintes poussées aux participants, en les obligeant à certifier que les envois de diamants bruts ne comportent pas de diamants sources de conflit. Environ 98 % des diamants bruts vendus dans le monde passent par ce système.⁸

Programme de partenariat volontaire de l'UE relatif au respect de la loi sylvicole, à la gouvernance et au commerce

Plan d'action adopté par l'UE pour s'attaquer à l'exploitation illégale du bois. Ce plan d'action repose sur une proposition de conclusion de partenariats volontaires avec des pays producteurs de bois, conformément auxquels l'UE offrirait une aide au développement dans le but d'améliorer la gouvernance dans les secteurs forestiers des pays producteurs. Ceci supposera la mise en place d'un programme d'autorisations visant à vérifier la légalité du bois d'exportation. L'UE soutiendra

ce processus en refusant sur ses marchés le bois des pays partenaires qui ne s'accompagne pas du certificat de légalité requis, en vue de réduire le risque de concurrence déloyale de la part du secteur illégal.

Quad (groupe de pays)

Participants aux réunions dites quadrilatérales, auxquelles prennent part les ministres du Commerce des États-Unis, du Canada, de l'UE et du Japon, en vue de discuter des questions de politique commerciale.

Rapport sur la gouvernance en Afrique (RGA)

Première grande étude couvrant tout le continent visant à mesurer et surveiller « les progrès accomplis dans le sens de la bonne gouvernance en Afrique », le RGA a été réalisé par la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Des études et des enquêtes ont été menées dans 28 pays dans le cadre de cette étude. Un synopsis du rapport a été préparé pour le quatrième Forum du développement africain organisé par la CEA à Addis-Abeba du 11 au 15 octobre 2004. L'intégralité des résultats et de l'analyse de l'étude seront publiés en 2005.

Redevance

Somme prélevée aux personnes qui utilisent des biens ou services publics tels que la santé, l'éducation, l'eau et d'autres infrastructures.

Revenu national brut (RNB)

Revenu total perçu par les citoyens d'un pays, quel que soit le pays dans lequel ils exercent leurs activités. Le RNB est l'équivalent monétaire du PIB plus les revenus touchés par les résidents du pays par le biais de leurs investissements à l'étranger moins les revenus touchés par les investisseurs étrangers sur le marché intérieur.

Sécurité humaine

« La sécurité humaine devient un état global dans lequel les citoyens vivent dans la liberté, dans la paix et la sécurité et participent pleinement au processus de gouvernance. Ils bénéficient de la protection des droits fondamentaux, ont accès aux ressources et aux nécessités de base de la vie, y compris la santé et l'éducation, et vivent dans un environnement qui ne nuit pas à leur santé ni à leur bien-être. »⁹

Service de la dette

Somme, correspondant au remboursement du capital et des intérêts, versée en devises étrangères, en biens ou services sur la dette à long terme, plus les intérêts payés sur la dette à court terme (dette devant être remboursée avant 1 an).

Service d'évaluation des opérations (SEO)

Service indépendant au sein de la Banque mondiale rendant directement compte au conseil d'administration de la Banque mondiale. Ce service évalue ce qui marche et ce qui ne marche pas, la manière dont un emprunteur a l'intention de gérer ses activités et de mener un projet et la contribution durable de la Banque mondiale au développement global d'un pays.

Société civile

Toutes les organisations sociales autres que l'État, la famille et le marché : les associations d'entreprises, les associations d'employeurs, les syndicats, les œuvres de bienfaisance, les groupes communautaires, les associations professionnelles, les organisations de femmes, les groupes de pression, les groupes religieux, les associations commerciales, les groupes d'entraide, les groupes de loisirs, les groupes universitaires, les médias, etc.

Stratégies de réduction de la pauvreté (SRP)

Lancée par les conseils de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), une stratégie de lutte contre la pauvreté devrait décrire les politiques et programmes macro-économiques, structurels et sociaux d'un pays visant à promouvoir la croissance et à faire

reculer la pauvreté, ainsi que les besoins de financement externe liés. Les stratégies de lutte contre la pauvreté sont censées être préparées par les gouvernements dans le cadre d'un processus participatif faisant intervenir la société civile et les partenaires de développement, y compris la Banque mondiale et le FMI, et sont nécessaires pour permettre aux pays d'obtenir des prêts à des conditions de faveur et un allègement de la dette dans le cadre de l'initiative améliorée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).

Subsidiarité

Le principe de la subsidiarité a pour but de veiller à ce que les décisions soient prises aussi près que possible du citoyen et de vérifier constamment si des mesures au niveau international ou multilatéral sont justifiées à la lumière des possibilités qui existent au niveau national, régional ou local.

Système de préférences généralisées (SPG)

Système par lequel les pays industrialisés à hauts revenus accordent un accès préférentiel à leurs marchés aux pays en développement.

Systèmes d'alerte rapide de source libre

Système d'alerte rapide ouvert au public, par opposition à un système fermé utilisé par une seule organisation.

Taux de scolarisation brut

Scolarisation totale à un niveau d'éducation donné, quel que soit l'âge, exprimé en pourcentage de la population de la tranche d'âge correspondant officiellement à ce niveau d'éducation. Le TSB peut être supérieur à 100 % en raison d'un début de scolarisation tardif et/ou d'un redoublement (UNESCO, 2004).

Tout sauf les armes (TSA)

Initiative de l'UE adoptée en 2001 visant à accorder aux pays moins développés un accès en franchise de droits de douane et hors quotas pour leurs exportations.

Trois Un

Politique préconisée par l'ONUSIDA selon laquelle il ne devrait y avoir qu'une seule agence de coordination, qu'une seule stratégie et qu'un seul cadre de surveillance pour lutter contre le VIH/SIDA.

Transferts conditionnels

Subventions dépendant de l'utilisation de services particuliers tels qu'une école ou un cabinet médical. Les transferts conditionnels ont eu un impact considérable en Amérique latine sur la hausse des niveaux de scolarisation et le recul de la maladie et de la malnutrition.

Transferts de fonds

Allocations familiales, rentes d'invalidité, pensions et autres transferts directs versés par l'État à certains groupes afin d'atténuer la pauvreté.

Union africaine (UA)

Organisation ayant succédé à l'Organisation pour l'unité africaine (OUA), l'UA a été créée en 2002. Son objectif est de promouvoir l'intégration économique, sociale et politique de l'Afrique, ainsi que la paix et la sécurité. Son siège se trouve à Addis-Abeba, en Éthiopie. Une fois entièrement en place, elle aura une assemblée générale, un conseil exécutif, un Parlement panafricain (établi en 2004), une Banque centrale africaine (et, finalement, une monnaie commune), un Fonds monétaire africain, ainsi que d'autres organes et agences.

Union européenne (UE)

L'Union européenne se compose de 25 États membres. Les institutions communes, y compris le Conseil de l'Union européenne, le Parlement européen et la Commission européenne, prennent des décisions sur différentes questions d'intérêt commun au niveau européen.

UN-HABITAT

Programme des Nations unies relatif aux établissements humains. Sa mission consiste à promouvoir l'urbanisation soutenable par la formulation de politiques, la réforme institutionnelle, le développement des capacités, la coopération technique et la préconisation, et à surveiller et améliorer l'état des établissements humains partout dans le monde.

Unités de mise en œuvre de projet

Les unités de mise en œuvre de projet sont souvent des unités autonomes qui administrent les programmes d'aide au développement. Elles sont établies lorsque les fonctionnaires en place n'ont pas la capacité d'assumer d'autres fonctions ou lorsqu'ils ne possèdent pas les compétences techniques nécessaires pour gérer ces programmes.

Vulgarisation agricole

Diffusion par le secteur public ou privé de nouvelles technologies et pratiques, d'informations et de connaissances en vue de répondre aux besoins des agriculteurs et d'améliorer la productivité et les revenus agricoles.

Vulnérabilité

Facilité à sombrer dans la pauvreté, la faim et la destitution à la suite d'une crise, en raison de l'impossibilité d'accéder aux services ou de solliciter un soutien informel.

Glossaire : Références

- 1 Conventions de Genève IV, article 23, Protocole I article 54, Protocole II articles 14 et 18, Protocole I article 69; cité d'après: Bouchet-Saulnier, F. (2002) *The Practical Guide to Humanitarian Law*, Lanham, Boulder, New York, Oxford: Rowman et Littlefield: 332.
- 2 Définition tirée de la Banque mondiale (2004), *World Development Report 2005: A better Investment Climate for Everyone*, Washington DC: Banque mondiale.
- 3 Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE (2001) *The DAC Guidelines: Helping Prevent Violent Conflict*, accessible à l'adresse http://www.oecd.org/document/45/0,2340,en_2649_33721_1886125_1_1_1_1,00.html Paris: OCDE.
- 4 Ross, M (2003) *Natural Resources and Civil War: An Overview*, rapport préparé pour la conférence sur « The Governance of Natural Resources Revenues », Banque mondiale/PFD, Paris, 9-10 décembre 2002, accessible à l'adresse <http://www.polisci.ucla.edu/faculty/ross/WBpaper.pdf>; Collier, P et al. (2003) *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, rapport de la Banque mondiale, Oxford: Oxford University Press.
- 5 Adapté d'une définition fournie par Amnesty International UK: Amnesty International UK (2005) *Arms Brokering*, accessible à l'adresse <http://www.amnesty.org.uk/action/camp/arms/broker.shtml>. Remarque: sur le plan juridique, le négoce des armes est spécifique au pays et au contexte. Par conséquent, la pratique et sa légalité varient.
- 6 Secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros Ghali (17 juin 1992) *An Agenda for Peace, A/47/277 - S/24111*, accessible à l'adresse http://www.un.org/Docs/SG/ag_peace.html
- 7 Saferworld (2005) *What are small arms and light weapons?*, accessible à l'adresse <http://www.saferworld.co.uk/whatsalw.htm>
- 8 Gouvernement canadien (2003) *Kimberley Process For Rough Diamonds - Background*, accessible à l'adresse http://mmsd1.mms.nrc.ca/kimberleyprocess/intro_e.asp
- 9 Commission sur la sécurité humaine, *Human Security*, accessible à l'adresse <http://www.humansecurity.chs.org/finalreport/FinalReport.pdf>

